

IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques



LETTRE D'INFORMATION

N°18 - FÉVRIER 2024

AGRICULTURE

Le mois de février est marqué par la tenue annuelle du Salon de l'agriculture mais le soutien au monde agricole, ce n'est pas qu'au moment du Salon, c'est avant, pendant et après !

Ainsi, j'étale, le 23 février, aux côtés de la famille Sicre d'Espès-Undurein et d'une centaine d'éleveurs de la Soule et du Béarn pour demander une **évolution du protocole et un meilleur accompagnement des fermes dans la gestion de la tuberculose bovine**.

Lors de la prophylaxie tuberculeuse annuelle, une vache de l'élevage de la famille Sicre était déclarée positive à la tuberculose. L'abattage de cette dernière a confirmé la présence de la maladie. Quelques jours plus tard, le couple apprenait qu'il allait subir un abattage total de l'ensemble de leurs animaux, soit près de 120 vaches vaches. Ils se retrouvent aujourd'hui, comme trop d'éleveurs depuis vingt ans, démunis et ne disposent que de peu d'éléments concernant leurs bêtes. Il est indispensable qu'ils puissent bénéficier, en transparence, des informations sur leur troupeau malade. Ils souhaiteraient notamment que : 100 % des animaux abattus soient analysés ; que les résultats des analyses soient transmis le plus rapidement possible et que les résultats de l'enquête épidémiologique leur soient communiqués dès leur obtention.

L'augmentation du nombre de cas de tuberculoses qui mettent à mal des élevages de notre circonscription est très inquiétante alors que la rentabilité de l'élevage est déjà difficile et que l'inflation a fragilisé la profession. Une information précise des caractéristiques de la maladie qui a frappé les troupeaux et un accompagnement spécifique des éleveurs impactés sont essentiels, notamment dans la crise agricole que nous traversons. Il est indispensable pour les éleveurs de pouvoir retrouver l'origine de la transmission de la maladie afin de remonter un troupeau sereinement.

Je remercie les services de la préfecture, via son secrétaire général Monsieur Lesage, de nous avoir reçu et d'avoir entendu la détresse des éleveurs. Avec la sénatrice Frédérique Espagnac nous avons immédiatement saisi le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, pour qu'une réponse adaptée soit apportée.

Je poserai une question orale sans débat à ce sujet le 12 mars prochain.

VISITE AU SALON

J'ai eu le plaisir d'y retrouver Cédric Pucheu, maire d'Issor et représentant des races locales, les équipes du Collectif des Races Locales de Massif qui ont œuvré au classement de la transhumance à l'Unesco avec Olivier Maurin et Claude Soulas mais aussi Michel Ocafrain, maire de Banca, éleveur de Porc Basque Kintoa avec un invité de marque Paul Boudenhout du XV de France. Ce fut également l'occasion d'échanger avec les organisations syndicales : la confédération paysanne, la FNSEA et la coopération agricole.



LIRE LE LIVRET

ÉDUCATION

Carte scolaire pour les écoles

Ces derniers jours, dans de nombreuses communes de notre pays, équipes éducatives, parents d'élèves, élus locaux se mobilisent contre des projets de fermeture de classes au sein de l'enseignement public. Les services académiques ont en effet annoncé leurs projets de fermeture de classes pour la rentrée scolaire 2024-25.

Je soutiens ces initiatives citoyennes, qui consistent à défendre collectivement l'accès à l'école, symbole républicain le plus vivant, dans nos coeurs de bourgs, dans nos quartiers. Nous défendons un service public de proximité et de qualité, au-delà des logiques de seuil.

Lorsque l'on cherche à optimiser des effectifs d'élèves, les classes restantes au sein des établissements sont, de fait, surchargées. Cette pente raide et suble des fermetures de classe, année après année, pèse sur les conditions d'enseignement. Ce sont les professeurs qui nous interpellent en premier lieu concernant des conditions d'apprentissage dégradées.

Lorsque l'on ferme des classes, ce sont aussi des postes d'enseignants qui sont supprimés. Dans nos communes, cette disparition progressive est vécue comme un sacrifice. Au-delà des logiques fatalistes de baisse de la démographie et de la rentabilité budgétaire au sein du Ministère de l'Éducation nationale, chaque territoire aspire à proposer de bonnes conditions d'enseignement pour tous. Le taux d'encadrement des élèves est un véritable enjeu, pour répondre à des besoins spécifiques croissants.

Dotation horaire globale pour les collèges et les lycées

Comme au sujet de la carte scolaire, j'ai, avec la sénatrice Frédérique Espagnac, alerté le DASEN et la rectrice sur les conséquences d'une baisse de la dotation horaire globale. J'ai ainsi apporté mon soutien aux parents et aux équipes éducatives des collèges d'Amikuze à Saint-Palais, Tristan Derème et des Cordeliers à Oloron, Pierre Jaurégué à Tardets, de Barétous à Arrette qui se mobilisent face à la baisse drastique des moyens.

Alors que Gabriel Attal annonçait en décembre des moyens supplémentaires pour la mise en place des groupes de niveaux, les chefs d'établissements reçoivent une dotation globale horaire (DGH) pour l'année prochaine dérisoire. Dans un contexte de baisse structurelle des moyens, ces prévisions, à rebours des besoins, menacent dangereusement les conditions d'apprentissage comme d'enseignement.

Dans certains établissements, les heures de sciences, par exemple, ne seront plus dédoublées, ce sont également les enseignements spécifiques, comme le latin, les classes bilingues ou les pôles sportifs, ou encore les sorties pédagogiques qui sont menacés.

Les suppressions de classes vont entraîner des effectifs trop importants, dépassant le seuil de 30 élèves par classe, sans compter les élèves en inclusion et leurs AESH... la non prise en compte dans les dotations des élèves en inclusion va à rebours d'une politique d'inclusion ambitieuse.

Ainsi, les enseignants vont voir leurs groupes classes s'agrandir et leurs emplois du temps contraints par les groupes de niveaux. Les chefs d'établissement vont devoir gérer des difficultés organisationnelles sans compter le mécontentement de parents d'élèves dont l'enfant ne serait pas dans le groupe souhaité...

Autant de conséquences néfastes pour les élèves, les enseignants, les chefs d'établissements, pour, in fine, privilégier des groupes de niveaux qui ne vont bénéficier qu'à ceux qui sont déjà en réussite.



Au sujet des groupes de niveau, nous avons avec ma collègue Fatima Keloua Hachi, écrit à la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet pour lui demander d'y renoncer.

Madame la Ministre,

Nous souhaitons vous alerter sur la dotation globale horaire (DGH) des établissements scolaires.

Vous imaginez bien Madame la Ministre que cette situation empêche bien, votre apprenant de bénéficier de la qualité de l'enseignement. Les conditions de travail des enseignants sont dégradées.

Vous savez également que le budget de l'éducation nationale est en baisse structurelle depuis plusieurs années. Les moyens supplémentaires annoncés sont insuffisants pour compenser la baisse de la dotation globale horaire (DGH) pour l'année prochaine. Les conditions de travail des enseignants sont dégradées.

Dans un contexte de baisse structurelle des moyens, les professeurs, à rebours des besoins, menacent dangereusement les conditions d'apprentissage comme d'enseignement.

Comme au sujet de la carte scolaire, j'ai, avec la sénatrice Frédérique Espagnac, alerté le DASEN et la rectrice sur les conséquences d'une baisse de la dotation horaire globale. J'ai ainsi apporté mon soutien aux parents et aux équipes éducatives des collèges d'Amikuze à Saint-Palais, Tristan Derème et des Cordeliers à Oloron, Pierre Jaurégué à Tardets, de Barétous à Arrette qui se mobilisent face à la baisse drastique des moyens.

Alors que Gabriel Attal annonçait en décembre des moyens supplémentaires pour la mise en place des groupes de niveaux, les chefs d'établissements reçoivent une dotation globale horaire (DGH) pour l'année prochaine dérisoire. Dans un contexte de baisse structurelle des moyens, ces prévisions, à rebours des besoins, menacent dangereusement les conditions d'apprentissage comme d'enseignement.

Dans certains établissements, les heures de sciences, par exemple, ne seront plus dédoublées, ce sont également les enseignements spécifiques, comme le latin, les classes bilingues ou les pôles sportifs, ou encore les sorties pédagogiques qui sont menacés.

Les suppressions de classes vont entraîner des effectifs trop importants, dépassant le seuil de 30 élèves par classe, sans compter les élèves en inclusion et leurs AESH... la non prise en compte dans les dotations des élèves en inclusion va à rebours d'une politique d'inclusion ambitieuse.

Ainsi, les enseignants vont voir leurs groupes classes s'agrandir et leurs emplois du temps contraints par les groupes de niveaux. Les chefs d'établissement vont devoir gérer des difficultés organisationnelles sans compter le mécontentement de parents d'élèves dont l'enfant ne serait pas dans le groupe souhaité...

Autant de conséquences néfastes pour les élèves, les enseignants, les chefs d'établissements, pour, in fine, privilégier des groupes de niveaux qui ne vont bénéficier qu'à ceux qui sont déjà en réussite.

Fatima Keloua Hachi
Députée de la Seine-Saint-Denis

Iñaki Echaniz
Député des Pyrénées-Atlantiques

Avec certains parlementaires socialistes, nous adressons une lettre ouverte à la Ministre

LIRE LA TRIBUNE

COUPES BUDGÉTAIRES

Les coupes budgétaires ne concernent pas que l'Éducation nationale. Sans aucune consultation ni vote des parlementaires, le Gouvernement a réduit de 10 milliards d'euros les moyens de l'État. Après avoir refusé de se soumettre au débat parlementaire lors de la préparation du budget en recourant abusivement aux 49.3, c'est un nouveau coup de force démocratique.

À la brutalité démocratique s'ajoute la brutalité sociale. Tout y passe !

Outre les 700 millions d'euros de coupes budgétaires sur l'école, c'est :

1,5 milliard d'euros de coupes budgétaires sur le logement. La crise du logement c'est 14,6 millions de personnes fragilisées, 2,42 millions en attente d'un logement social, 4 millions de passoires thermiques, 300 000 emplois menacés, c'est en partie le chômage de masse. Mais c'est la variable d'ajustement de l'austérité budgétaire décidée par le Gouvernement !

2,2 milliards d'euros de coupes budgétaires sur l'écologie, la sauvegarde de l'environnement et les transports durables. Une folie alors que 2023 a été une année de sombres records de chaleur et d'événements climatiques extrêmement graves (sécheresses, inondations) !

1 milliard d'euros de coupes budgétaires sur l'accompagnement de l'emploi. La valeur travail serait au cœur de la politique du Gouvernement? La réalité c'est que le Gouvernement coupe les budgets de la formation professionnelle.

900 millions d'euros de coupes budgétaires sur l'enseignement supérieur. La recherche, la vie étudiante, et la formation: tout y passe. Toujours moins pour nos jeunes, c'est ça la logique du Gouvernement.

200 millions d'euros de coupes budgétaires sur la culture. 50 millions d'euros sur le sport de proximité en pleine année des Jeux olympiques et paralympiques en France.

Ces décisions sont irresponsables et étaient évitables. Plutôt que de faire reposer sur l'ensemble des Françaises et des Français l'ensemble des efforts, le Gouvernement aurait pu mettre à contribution les plus riches à travers le rétablissement de l'ISF ou revenir sur la suppression des impôts de production qui profite aux grandes entreprises.

Le Gouvernement préfère définitivement l'austérité budgétaire à la justice sociale !

LOGEMENT

Quand le Gouvernement fait des coupes dans le budget, nous proposons des solutions pour lutter contre la crise du logement, la Garantie universelle des loyers en est une !



Retrouvez la tribune que j'ai signée dans Libération aux côtés de mon collègue Stéphane Delautrette, rapporteur de la proposition de loi, et de Boris Vallaud, président de notre groupe parlementaire.

LIRE LA TRIBUNE

BILAN FÉVRIER EN CIRCONSCRIPTION

Mobilisation école Saint Cricq à Oloron - Conseil municipal	02/02	03/02	Foire du matériel d'occasion à Navarrenx
Séminaire Finances à Oloron Sainte-Marie	05/02	08/02	Mobilisation au collège Amikuze de Saint-Palais
Visite de l'entreprise Aikar à Mauléon - Transmission de l'entreprise Pau à Oloron	09/02	10/02	Ad. de la Fédération nationale des retraités de la Gendarmerie à Escalote - Atelier participatif, triche d'Oloron
Match de handball du HBCO - Match de rugby du FCQ	11/02	12/02	Visite des Events à Rivehaute - Don du sang à Ledeux
Rendez-vous annuel du comité de sécurisation de la RN 134 - Mobilisation au collège Pierre Jaurégué à Tardets - Conseil fédéral du PS à Bellocq	15/02	16/02	Rendez-vous avec l'interprofession du Lait de brebis - Mobilisation au collège des Cordeliers à Oloron - Rendez-vous au sujet de la carte scolaire avec le DASEN
Visite du ministre de la Santé, Frédéric Valletoux, à Bayonne	17/02	22/02	Séminaire des Deux Navarre à Saint-Jean-le-Vieux
Mobilisation aux côtés des éleveurs devant les locaux de la DOPP à Pau	23/02	24/02	Salon à la ferme - Débat sur la souveraineté alimentaire à Meillon
Visite de la Vignaterie Saint-Jaques à Mauléon	26/02	28/02	Visite au Salon de l'Agriculture

- Rendez-vous individuels, associatifs et syndicaux à la permanence

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE

IÑAKI ECHANIZ 4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

MERCI

Le 9 février Robert Badinter c'est éteint. C'est dans ces moments où nous mesurons un peu plus l'honneur et la responsabilité qui est la nôtre de nous élever et de débattre là où des actions si fortes ont été menées et des paroles si justes prononcées.

Quatre-vingts ans après avoir été fusillé par les Allemands, le 21 février 1944, Missak Manouchian, héros de la résistance, commis, ouvrier, poète est entré au Panthéon avec son épouse et sa partenaire de lutte, Melinee. Et avec eux la mémoire de résistants et résistantes étrangers pendant la Seconde Guerre mondiale. Sans les étrangers, la France ne serait pas la France.

Robert Badinter
1928 - 2024

Notre héros
Missak Manouchian

POUR RETROUVER L'ENSEMBLE DES LETTRES D'INFORMATION